



Ce lundi 16 septembre, les personnels des Finances publiques se sont massivement mobilisés pour exprimer leur ras-le-bol face à une situation de plus en plus dégradée à la Direction Générale des Finances publiques (DGFIP) et pour exiger un renforcement du service public fiscal, financier et foncier.

Les taux de grève atteignent des niveaux inégalés depuis le conflit social de 2000 (grève dans les ex-directions générales des impôts et de la comptabilité publique). Cela confirme ainsi la forte mobilisation des personnels qui répondent à l'appel de l'intersyndicale DGFIP. Les taux relevés à 15h font notamment apparaître : 78,95 % dans le Lot, 71% dans le Finistère, 66,5 % dans le Morbihan, 65,55 % dans le Gard, 60 % dans l'Orne et la Manche ou encore 56,4 % dans le Cantal. D'autres départements ne sont pas en reste : 51 % dans la Loire, 42 % dans l'Hérault, 41,68 % en Loire-Atlantique.

La DGFIP a déjà subi plus de 40 000 suppressions d'emplois depuis 2002. Sans compter les milliers de fermetures de trésoreries qui, au nombre de 4000 à la fin des années 90, sont actuellement à peine plus de 2000.

Le gouvernement prépare un plan de vaste destruction du réseau territorial. Les trésoreries n'existeraient plus sous leur forme actuelle, le nombre de services assurant l'accueil chuterait, des services seraient transférés, tout cela sur fond de nouvelles vagues de suppressions d'emplois (5 800 sur le ministère de l'action et des comptes publics dont 4 900 à la DGFIP dans les trois prochaines années). De plus, le gouvernement envisage des transferts de missions assurées par la DGFIP. Celle-ci perdrait la tenue des comptes des collectivités locales (avec par exemple l'expérimentation d'agences comptables ou de la certification de leurs comptes ainsi que de la conformité à la loi fiscale). Des commissaires aux comptes, payés par ceux qu'ils seraient censés « contrôler » seraient à terme les bénéficiaires de cette réforme.

Cerise sur le gâteau : preuve du manque d'emplois et face à la volonté des pouvoirs publics d'avancer coûte que coûte, la DGFIP tente actuellement le recrutement de personnels sous contrat à durée déterminée avec beaucoup de zèle (l'encre de la loi de la réforme Fonction publique étant à peine sèche). Pour l'intersyndicale, ce sont des personnels statutaires, formés et au service durable de l'intérêt général qui doivent exercer les missions (sensibles) de la DGFIP.

Après des années de réduction de moyens, c'est désormais un double mouvement d'implosion (réseau territorial) et d'explosion (transferts de missions) qui menace la DGFIP. Et ce, alors qu'elle assure la gestion des Finances publiques. C'est peu de dire que le gouvernement s'attaque au cœur du fonctionnement et de l'organisation de l'État...

Pour les personnels, les usagers et de nombreux élus de la République, le projet du gouvernement est une régression inacceptable dans la conception, le rôle et l'accessibilité du service public. Pour nos collègues, c'est également une dégradation brutale de leurs conditions de travail alors que la côte d'alerte a déjà été dépassée. Les résultats du très officiel observatoire ministériel en témoignent en montrant que la situation se dégrade dangereusement depuis plusieurs années.

Cette grève du 16 septembre s'inscrit dans le cadre de très nombreuses actions locales qui ont été souvent appuyées par les élus locaux, inquiets des projets gouvernementaux.

L'intersyndicale au vu de cette première journée réussie, exige le retrait du plan Darmanin et invite les personnels à se réunir, poursuivre et amplifier ce jour 1 de la mobilisation.

Public: [Infos / actions](#)
[Luttes 2019](#)

- [A](#)
- [+A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank